

De l'employabilité universitaire¹

Robert Le DUFF

Professeur émérite

Secrétaire général de la CIDEGF

1. Fondement théorique du concept d'employabilité

Il est frappant de remarquer la proximité sémantique entre le concept de « capabilité » défini par Amartya Sen (Sen 2003, *L'économie est une science morale*, Paris, La Découverte). et l'« employabilité » telle que nous pourrions chercher à la construire.

Les deux couples capacité/capabilité d'une part et emploi/employabilité d'autre part procèdent d'une analyse nouvelle de certains phénomènes sociaux

En effet, selon A. Sen, la capabilité d'une personne exprime le fait qu'elle puisse réaliser quelque chose ou atteindre un état donné

Pour arriver à ces résultats, elle utilise des ressources diverses, sous la forme de biens, de services, d'actifs, de droits, qu'elle convertit en divers fonctionnements.

La définition de « modes de fonctionnement » (*functionings*) est chez Sen distincte de celle de « capacités » (*capabilities*).²

Les premiers sont ce qu'un individu peut réaliser étant donné les biens qu'il possède (se nourrir suffisamment, se déplacer sans entraves, savoir lire et écrire) - cela décrit donc son état -, alors que les secondes sont les différentes combinaisons possibles des premiers, pour un individu. Une capabilité est donc un vecteur de modes de fonctionnement exprimant la liberté, pour un individu, de choisir entre différentes conditions de vie. Elle s'appuie sur ses propres spécificités et tient compte des opportunités, comme des contraintes, qu'engendre l'environnement social dans

¹ Ce document s'appuie sur le projet quadriennal proposé par la Cidegef à l'AUF

² de É Monnet - 2007 18 avril 2008

Tracés. Revue de Sciences Humaines 12 (2007)

La théorie des « capacités »

d'Amartya Sen face au problème du relativisme

Faut-il avoir peur du relativisme ?

lequel elle vit. Une première condition est donc d'assurer un accès aux ressources, biens et services, qui sont nécessaires pour fonctionner. Cet aspect d'accessibilité est développé par Sen (1981) dans son analyse des famines où il montre comment l'absence de telles 'capacités d'accès' rend les gens incapables de se procurer de la nourriture, si bien que la famine s'accroît alors que les greniers sont pleins³.

N'est-il pas possible de remplacer « famine » par « chômage » et nourriture par « emploi » ?

En effet, que dit-on de l'employabilité ?

Selon le Ministère français chargé de l'emploi, l'employabilité est « la capacité d'évoluer de façon autonome à l'intérieur du marché du travail, de façon à réaliser, de manière durable, par l'emploi, le potentiel qu'on a en soi... L'employabilité dépend des connaissances, des qualifications et des comportements qu'on a, de la façon dont on s'en sert et dont on les présente à l'employeur »

Le rapprochement est frappant. Il met, de plus, l'accent sur l'attitude voire la responsabilité de l'agent ; il peut donc être intéressant d'étudier à partir des mêmes fondements ce que peut-être l'action des institutionnels en vue de faciliter l'« employabilité » des agents. Il s'agit donc de « Repenser la gouvernance, les enseignements et la recherche universitaires pour améliorer l'employabilité des étudiant(e)s »

Il convient de préciser que ne sont aucunement des remises en cause des fonctions traditionnelles de l'université : la création et la transmission de nouveaux savoirs fondamentaux ; le souci de l'employabilité n'en est qu'une des composantes

La situation économique de crise accroît l'acuité de ce questionnement

Il est possible de conjecturer que, quelles que soient les modalités de sortie de crise dans le monde, le rôle des États sera profondément modifié ; il devra faire face à des urgences dans le domaine social (nouvelles pauvretés, santé, sécurité, logements sociaux ...) et devra donc y consacrer une part croissante de ses ressources. Ces dernières ne pourront s'accroître significativement, car la pression fiscale a atteint un niveau tel que tout accroissement risquerait de « relancer » ... la récession

Si l'éducation reste certes souvent encore l'un des budgets prioritaires, il est à craindre qu'il ne le restera pas et que donc, en particulier l'enseignement supérieur, devra faire face à deux problèmes :

³ RAJAONA DAKA Karen, Doctorante en sciences économiques,
C3ED, Université de Versailles Saint Quentin-en-Yvelines
DUBOIS JEAN-LUC, Directeur de recherche IRD,
C3ED, Université de Versailles Saint Quentin-en-Yvelines

Article publié dans la Revue *Qualitative : culture managériale du XIXème siècle. Business Ethics* n °202, novembre 2008, pp. 23-26.

- le développement de la privatisation de ses activités avec les risques de perte de ses missions de service public (inégalités, marchandisation croissante, vision à court terme ...)
- une plus grande responsabilité économique et sociale (RES) des résultats économiques et sociaux qu'il produit. Il devra donc justifier auprès des Etats ses actions pour ne pas perdre ses ressources en prouvant qu'il contribue à atténuer les méfaits de la crise

L'importance du chômage des jeunes diplômés -et de ceux qui ne peuvent pas l'être- est au cœur de cette responsabilité

Toute décision universitaire doit donc être passée au crible de son impact sur l'employabilité et donc de son rôle sur le développement économique et social

On peut citer : le recrutement des étudiants (de l'université ouverte à tous à la sélection) ; la pédagogie et la docimologie (la diplomation est-elle une condition nécessaire et suffisante d'une bonne employabilité ?) ; l'analyse des échecs et des abandons ; l'intégration des données de l'économie et des attentes de la société dans le contenu des enseignements et la structure des programmes ; l'étude des motivations des étudiant(e)s et des chercheurs ; l'analyse des processus de choix des études (études courtes ou longues, études « professionnelles » ou « générales ») ; la relation entre les connaissances acquises et les types d'activités proposées ou obtenues ; le rôle de la formation tout au long de la vie ; les études des débouchés, les relations avec les activités publiques et privées ...

De plus, Il semble bien que les études « de gestion » aient sur toutes ces questions une spécificité intéressante pour deux raisons :

- leur domaine d'enseignement et de recherche est en prise directe et souvent immédiate sur l'activité professionnelle
- elles peuvent contribuer, de façon opérationnelle, à l'amélioration de la gouvernance universitaire qui ne peut pas ne pas évoluer

2. L'importance du problème

L'objectif d'une meilleure employabilité se justifie certes au regard de la responsabilité sociale du monde universitaire mais plus encore face à l'importance du phénomène du chômage des jeunes, qu'ils soient universitaires ou non.

Il suffit pour s'en rendre compte de prendre connaissance des informations suivantes

La situation des jeunes diplômés est certes globalement meilleure que celle des non diplômés ce qui devrait donc conduire le monde universitaire à être plus accueillant sous contrainte de qualité et de performance ; deux remarques atténuent cependant ce relatif optimisme :

- d'une part, la situation préoccupante de ceux qui abandonnent leurs études ou qui échouent
- d'autre part, l'augmentation significative de la sous qualification des jeunes diplômés ⁴

En conclusion, si les universités ont beaucoup évolué depuis le moyen âge, elles ont su assurer leur développement en s'adaptant aux circonstances. Elles se trouvent aujourd'hui à un moment crucial. Elles doivent trouver en elles-mêmes l'énergie nécessaire, non seulement à une survie précaire, mais à la construction d'un développement pérenne au service de tous. L'employabilité généralisée est une voie nécessaire qu'elles peuvent oser emprunter.

⁴ ... L'étude annuelle du cabinet de conseil Aon Hewitt n'est pas plus optimiste. Si 69 % des entreprises interrogées prévoient d'embaucher au moins autant de jeunes diplômés en 2012 qu'en 2011, le cabinet souligne que la tendance globale est à la diminution des prévisions de recrutement. Aon Hewitt note que tous les secteurs seront affectés. La filière finance et contrôle de gestion qui reste la principale pourvoyeuse d'emplois marque aussi le pas. Seules 43 % des entreprises de ce secteur pensent recruter cette année, alors que 60 % l'ont fait l'année dernière